



CATERING INTERNATIONAL & SERVICES



RAPPORT SEMESTRIEL

2010

Catering International & Services
40c avenue de Hambourg
13008 Marseille - France

Tel.: +33 491 16 53 00
www.cis-catering.com
contact@cis-catering.com

Caterer in the Extreme

SOMMAIRE

Rapport Semestriel d'Activité au 30 juin 2010	3
Comptes Consolidés	6
Annexe aux Comptes Consolidés	12
Rapport des Commissaires aux Comptes	24
Responsable du Rapport Financier	26

***Rapport Semestriel
d'Activité au 30 juin
2010***

1. Evolution de l'activité

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires de CIS a progressé de près de 9% grâce, en particulier, à sa politique commerciale dynamique et à la reprise des investissements dans les domaines miniers et du BTP.

2. Evolution des données financières consolidées

<i>En Millions d'euros</i>	30-06-2009	30-06-2010
Chiffres d'affaires	81,3	88,4
Résultat opérationnel courant	6,8	5,8
<i>% chiffre d'affaires</i>	<i>8%</i>	<i>7%</i>
Résultat financier	(0,6)	0,5
Résultat net part du groupe	2,8	3,4
<i>% chiffre d'affaires</i>	<i>3%</i>	<i>4%</i>

Le résultat opérationnel ressort à 5,8 M€ contre 6,8 M€ au 30 juin 2009, soit un niveau de rentabilité opérationnelle qui reste satisfaisant à 7%, alors que le contexte de crise économique mondiale perdure.

Le résultat net affiche pour sa part une hausse de 20 % due, notamment, à une baisse des coûts financiers.

Au 30 juin 2010, la structure financière du groupe demeure solide avec 43 M€ de fonds propres et une trésorerie nette de 18 M€.

3. Faits marquants du 1^{er} semestre 2010

CIS a poursuivi activement ses actions commerciales avec de nombreuses prises de commandes (240 M\$ au 30.06.10 contre 132 M\$ pour la même période de l'année précédente) et a démarré trois nouveaux pays : la Sierra Leone, le Burkina Faso et la Guinée Equatoriale.

4. Perspectives

Les perspectives de développement pour CIS restent très prometteuses dans un marché durablement porteur.

Depuis plusieurs mois, CIS a engagé des actions fortes de dynamisation de sa force commerciale sur des zones ciblées, visant à :

- Renforcer ses positions dans les pays d'opération à fort potentiel,

- Pénétrer de nouveaux marchés de taille significative offrant un potentiel de développement important,
- Elargir son référencement auprès de clients nouveaux,
- Etendre son offre globale de multiservices,
- Optimiser les actions de partenariat,
- Saisir les opportunités de croissance externe.

Globalement, sur l'exercice 2010, CIS devrait afficher une nouvelle croissance à deux chiffres de son activité.

5. Evènements postérieurs à la clôture

Signature d'un accord de partenariat et création d'une filiale en Erythrée afin de pouvoir participer aux développements attendus dans ce pays.

Comptes Consolidés

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2010, 30 juin 2009 et 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	(3)	88 440	81 306	159 575
Achats consommés		(41 887)	(35 843)	(70 991)
Charges de personnel	(23)	(27 192)	(23 988)	(47 842)
Charges externes		(9 864)	(10 662)	(20 289)
Impôts et taxes		(2 328)	(2 140)	(4 190)
Dotations aux amortissements		(1 368)	(1 925)	(3 642)
Dotations et reprises aux provisions	(4)	3	85	457
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		5 804	6 833	13 078
Autres produits et charges opérationnels	(5)	(188)	(84)	(183)
RESULTAT OPERATIONNEL		5 616	6 749	12 895
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2 000	2 642	3 323
Coût de l'endettement financier brut		(1 541)	(3 233)	(4 267)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(6)	459	(591)	(944)
RESULTAT NON OPERATIONNEL	(7)	(6)	(84)	(367)
RESULTAT AVANT IMPÔT	(3)	6 069	6 074	11 584
IMPÔT SOCIETE	(8)	(2 239)	(3 046)	(4 520)
RESULTAT NET CONSOLIDE		3 830	3 028	7 064
Part des minoritaires		(439)	(203)	(262)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		3 391	2 825	6 802
Nombre d'actions		1 985 050	1 960 930	1 960 930
Résultat par action (en euros)		1,71 €	1,44 €	3,47 €
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>		<i>1,68 €</i>	<i>1,40 €</i>	<i>3,38 €</i>

BILANS CONSOLIDES (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2010, 30 juin 2009 et 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations incorporelles nettes	(9)	7 426	7 450	7 594
Immobilisations corporelles nettes	(10)	6 131	6 638	5 304
Immobilisations financières nettes	(11)	217	319	157
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		13 774	14 407	13 055
ACTIFS COURANTS				
Stocks	(12)	6 629	6 610	5 538
Créances clients nettes	(13)	37 330	34 395	29 700
Autres créances	(14)	8 858	4 866	5 112
Trésorerie et équivalents de trésorerie		20 078	16 192	24 860
TOTAL ACTIFS COURANTS		72 895	62 063	65 210
TOTAL ACTIF		86 669	76 470	78 265

BILANS CONSOLIDÉS (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2010, 30 juin 2009 et 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
CAPITAUX PROPRES				
Capital social		1 585	1 565	1 566
Réserves		36 812	27 654	28 704
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		3 391	2 825	6 802
Intérêts minoritaires		762	1 285	301
TOTAL CAPITAUX PROPRES		42 550	33 329	37 373
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	(15)	489	621	518
Dettes financières à long terme		2 315	4 484	3 235
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		2 804	5 105	3 753
PASSIFS COURANTS				
Provisions à court terme		0	0	0
Dettes financières à court terme		240	522	46
Dettes fournisseurs		21 713	17 100	17 717
Dettes fiscales et sociales	(16)	15 982	13 371	13 591
Autres passifs à court terme	(17)	3 380	7 043	5 785
TOTAL PASSIFS COURANTS		41 315	38 036	37 139
TOTAL PASSIF		86 669	76 470	78 265

TABLEAUX DE FINANCEMENT (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2010 et 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)

	30/06/2010	31/12/2009
FLUX D'EXPLOITATION		
Résultat net	3 391	6 802
Eléments non constitutifs de flux liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements et provisions	1 444	3 664
Parts des intérêts minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	439	262
Plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations	(94)	366
Ecart de conversion	3 241	2 183
Ecart de conversion sur minoritaires	19	204
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation		
Variation des actifs / passifs relatifs aux clients	(7 629)	(912)
Variation des actifs / passifs relatifs aux fournisseurs	3 995	269
Variation des stocks	(1 091)	534
Variation des autres actifs / passifs d'exploitation	(3 566)	(3 496)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	149	9 876
FLUX D'INVESTISSEMENTS		
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles	(117)	(421)
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	(2 851)	(2 275)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles	146	601
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(59)	0
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations financières	0	187
Incidence des variations de périmètre	0	0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 881)	(1 908)
FLUX DE FINANCEMENT		
Décassement résultant du rachat d'actions à un minoritaire	0	(394)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 985)	(1 961)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	(456)
Précompte payé par les filiales	(321)	(1 483)
Actions propres	(2)	16
Augmentation de capital	390	291
Emissions d'emprunts	0	0
Remboursements d'emprunts	(920)	(2 266)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(2 838)	(6 253)
VARIATION DE TRESORERIE	(5 570)	1 715
TRESORERIE NETTE EN DEBUT D'EXERCICE	24 860	23 511
Incidence des variations de cours de devises	788	(366)
TRESORERIE NETTE EN FIN D'EXERCICE	20 078	24 860

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2010 et 31 décembre 2009

(en milliers d'euros à l'exception du nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultat net	Intérêts Minori- taires	TOTAL
Capitaux propres au 31 décembre 2008	1 939 070	1 551	21 694	7 979	1 118	32 342
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	7 979	(7 979)	-	-
Distribution de dividendes	-	-	(1 961)	-	-	(1 961)
Distribution de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	(456)	(456)
Augmentation de capital	17 425	14	277	-	-	291
Réserve de conversion	-	-	2 182	-	204	2 386
Retenues à la source sur dividendes des filiales	-	-	(1 482)	-	-	(1 482)
Actions propres	934	1	15	-	-	16
Réserve de consolidation	-	-	-	-	-	-
Variation du périmètre de consolidation	-	-	-	-	(827)	(827)
Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2009	-	-	-	6 802	262	7 064
Capitaux propres au 31 décembre 2009	1 957 429	1 566	28 704	6 802	301	37 373
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	6 802	(6 802)	-	-
Distribution de dividendes	-	-	(1 985)	-	-	(1 985)
Distribution de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	24 120	19	371	-	-	390
Réserve de conversion	-	-	3 241	-	20	3 261
Retenues à la source sur dividendes des filiales	-	-	(321)	-	-	(321)
Actions propres	234	-	(2)	-	-	(2)
Réserve de consolidation	-	-	-	-	-	-
Variation du périmètre de consolidation	-	-	2	-	2	4
Résultat net de l'exercice clos le 30 juin 2010	-	-	-	3 391	439	3 830
Capitaux propres au 30 juin 2010	1 981 783	1 585	36 812	3 391	762	42 550

Annexe aux Comptes Consolidés

NOTES AUX ETATS FINANCIERS (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2010, 30 juin 2009 et 31 décembre 2009

1. LE GROUPE

Les comptes consolidés semestriels de CIS clos le 30.06.2010 ont été arrêtés en date du 30.09.2010 par le Conseil d'Administration.

Ces comptes consolidés ont été soumis aux principes des normes IFRS.

Les comptes consolidés sont ceux de Catering International & Services, la société mère de l'ensemble consolidé et de ses filiales.

Le Groupe exerce son activité à l'étranger. Cette activité est le catering international, et consiste à fournir des services de restauration, d'hôtellerie, de logistique, de maintenance technique et de services affiliés (sécurité, médical, loisirs, ...) en milieux hostiles.

Les clients du Groupe sont constitués d'opérateurs occidentaux, souvent de grande notoriété. Ils opèrent en général à partir d'entités locales indépendantes ou de sociétés mixtes locales dans des activités liées au pétrole, au gaz, aux mines, à l'ingénierie et au BTP.

Les services du Groupe accompagnent ces clients dans leurs opérations qui se situent principalement en pays émergents.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES RETENUS

En application du règlement européen n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé européen doivent préparer, à compter des exercices ouverts le 1er janvier 2005, leurs états financiers consolidés suivant les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), anciennement dénommées normes IAS (International Accounting Standards).

Les informations financières consolidées que la société Catering International & Services S.A. publie au titre des exercices 2009 et 2010 sont donc établies en référentiel IFRS / IAS.

REGLES DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation inclut toutes les sociétés contrôlées par Catering International & Services de façon exclusive ou conjointe, ou dans lesquelles la société Catering International & Services exerce une influence notable.

Toutes les filiales et participations correspondant à ces critères sont consolidées, même si elles représentent une incidence négligeable sur l'ensemble consolidé ou si leur exploitation n'est pas appelée à se poursuivre.

Méthodes de consolidation

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de la société Catering International & Services sont consolidés par intégration globale.

Les comptes des entreprises sur lesquelles la société exerce une influence notable sont consolidés par mises en équivalence ; il convient de noter qu'au 30 juin 2010, aucune filiale n'entre dans cette catégorie.

METHODES D'EVALUATION

Conception du résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités ordinaires du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

Conversion des opérations et des états financiers libellés en devises

Les transactions en devises sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les dettes et créances en devises sont valorisées aux taux de change de clôture. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés en résultat.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros selon la méthode suivante :

Les postes du bilan (hormis les capitaux propres convertis au cours historique) sont convertis en euros sur la base du cours des devises à la date de clôture de chaque exercice.

Les éléments du compte de résultats, ainsi que le résultat part du groupe figurant en capitaux propres, sont valorisés au cours moyen annuel. L'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture est inscrit dans les réserves de consolidation.

Actifs courants / non courants et passifs courants / non courants

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en "actifs courants" de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs sont classés en "actifs non courants".

Les passifs devant être réalisés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en "passifs courants".

Tous les autres passifs sont classés en "passifs non courants".

Immobilisations incorporelles

a- Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur, conformément aux normes IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements ou des circonstances indiquent qu'ils ont pu se déprécier. De tels événements ou circonstances existent lorsque des modifications significatives interviennent remettant en cause de manière durable la substance de l'investissement initial.

b- Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité :

	Durée d'utilisation (en années)
Logiciels	3
Clause de non-concurrence	5

Les immobilisations incorporelles dont la durée de vie est indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation, conformément à la norme IAS 36, en cas d'indices de perte de valeur.

La société ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéterminée à l'exception d'un fonds commercial exceptionnellement déprécié à 100% en 2004 pour cause de dissolution en cours de la filiale Myanmar Catering Services Ltd.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

	Durée d'utilisation (en années)
Agencements et aménagements	10
Matériel de transport	5
Matériel de bureau et informatique	3
Mobilier de bureau	5
Immobilisations situées à l'étranger	2 à 5 <i>(suivant durée des contrats clients)</i>

Lorsqu'il existe une indication interne ou externe de perte de valeur, le Groupe évalue la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable.

Stocks et en-cours

Les stocks peuvent être valorisés (coût de transport inclus) soit selon la méthode du premier entré, premier sorti (pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écarts significatifs) soit selon la méthode du prix moyen pondéré (suivant les sites d'exploitation sur

lesquels ont été implantés l'ERP Navision ou le système informatique « FTBE » qui notamment optimise la gestion des stocks).

Par ailleurs, les valeurs retenues sont ajustées pour tenir compte des risques d'obsolescence afférents à ces stocks.

Clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Disponibilités

Le poste disponibilités ne comprend que la trésorerie immédiatement disponible.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux litiges existant à la date de clôture des comptes dont le fait générateur trouve sa source dans les périodes antérieures à la date de clôture.

3. INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Le Groupe exerce 100% de son activité à l'étranger.

Conformément au Décret n°83-1020 du 29 Novembre 1983 – Article 24-20°, il est mentionné la ventilation du chiffre d'affaires par secteur géographique, la ventilation par secteur d'activité n'étant pas mentionnée car inopérable au sein de la société C.I.S. SA.

Le chiffre d'affaires et le résultat consolidé avant impôt se répartissent comme suit par zone géographique (en milliers d'euros) :

		06-2010	06-2009	2009	
(1)	AFRIQUE	CHIFFRE d'AFFAIRES	46 905	40 041	79 226
	RESULTAT CONSOLIDE	4 628	5 455	9 558	
(2)	ASIE / OCEANIE	CHIFFRE d'AFFAIRES	13 930	12 222	22 451
	RESULTAT CONSOLIDE	1 986	682	620	
(3)	CEI	CHIFFRE d'AFFAIRES	6 523	13 212	24 784
	RESULTAT CONSOLIDE	(107)	(75)	1 376	
(4)	AMERIQUE du SUD	CHIFFRE d'AFFAIRES	21 082	15 831	33 114
	RESULTAT CONSOLIDE	(438)	12	30	
CHIFFRE d'AFFAIRES		88 440	81 306	159 575	
RESULTAT CONSOLIDE		6 069	6 074	11 584	
(1)	ALGERIE - ANGOLA - BURKINA FASO - CENTRAFRIQUE - ERYTHREE - GUINEE CONAKRY - GUINEE EQUATORIALE - LIBYE - MADAGASCAR - SIERRA LEONE - TCHAD				
(2)	CHINE - IRAN - MONGOLIE - NOUVELLE-CALEDONIE - YEMEN				
(3)	AZERBAÏDJAN - KAZAKHSTAN - RUSSIE - TURKMENISTAN - UKRAINE				
(4)	BOLIVIE - BRESIL				

4. DOTATIONS ET REPRISES AUX PROVISIONS

Les dotations aux provisions pour dépréciation s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2010	06-2009	2009
Provisions pour risques de non recouvrement des créances clients et autres créances	(28)	57	371
Provisions pour risques et charges	31	28	86
Dotations et reprises aux provisions	3	85	457

5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2010	06-2009	2009
Indemnités reçues sur autres litiges	0	42	42
Pénalités	(180)	(121)	(236)
Différences de règlements	(8)	(5)	11
Autres produits et charges opérationnels	(188)	(84)	(183)

6. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le résultat financier s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2010	06-2009	2009
Autres intérêts et produits assimilés	49	88	135
Intérêts sur emprunts	(118)	(178)	(325)
Autres intérêts et charges assimilées	(209)	(125)	(229)
Différences sur opérations de change	737	(376)	(525)
Coût de l'endettement financier net	459	(591)	(944)

7. RESULTAT NON OPERATIONNEL

Le résultat non opérationnel s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2010	06-2009	2009
Litiges prud'homaux	(100)	0	0
Résultat sur cessions d'immobilisations	94	(84)	(367)
Résultat non opérationnel	(6)	(84)	(367)

8. IMPOTS SUR LES SOCIETES

L'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultats s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2010	06-2009	2009
Provision pour impôt France	0	0	0
Provisions pour impôts sur établissements stables à l'étranger	(174)	(388)	(259)
Provisions pour impôts filiales	(2 068)	(3 033)	(4 844)
Impôts différés	3	375	583
Charges (produits) d'impôts sur les sociétés	(2 239)	(3 046)	(4 520)

9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Logiciels	467	315	352
Ecart d'acquisition	6 684	6 282	6 677
Fonds commercial	117	117	117
Clause de non-concurrence	2 250	2 250	2 250
Autres immobilisations incorporelles	18	47	18
Amortissements et dépréciations	(2 110)	(1 561)	(1 820)
Immobilisations incorporelles nettes	7 426	7 450	7 594

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Constructions et bases-vie	3 495	4 931	2 639
Terrains	0	145	0
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 200	4 740	4 477
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 115	2 394	2 578
Matériel de transport	3 367	3 528	2 940
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 664	1 496	1 532
Amortissements et provisions	(10 710)	(10 596)	(8 862)
Immobilisations corporelles nettes	6 131	6 638	5 304

11. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dépôts et cautionnements	147	279	140
Prêts et autres immobilisations financières	70	40	17
Immobilisations financières nettes	217	319	157

12. STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Stocks de marchandises	6 629	6 610	5 538
Provisions pour dépréciation	-	-	-
Stocks nets	6 629	6 610	5 538

13. CREANCES CLIENTS

Les créances clients s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Comptes clients	38 018	35 334	30 318
Provisions clients douteux	(688)	(939)	(618)
Créances clients nettes	37 330	34 395	29 700

14. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants se décomposent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Avances et acomptes versés sur commandes	700	598	188
Impôts différés	69	69	66
Autres créances	5 503	2 712	2 726
Provisions créances douteuses	(34)	(5)	(35)
Charges constatées d'avance	2 620	1 492	2 167
Autres actifs courants	8 858	4 866	5 112

15. PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS A LONG TERME

Les provisions et autres passifs à long terme s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Litiges prud'homaux	200	286	300
Autres litiges	82	24	19
Provision pour démantèlement	0	105	0
Provision retraite	207	206	199
Provisions et autres passifs à long terme	489	621	518

16. DETTES FISCALES ET SOCIALES

Les dettes fiscales et sociales s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Charges d'impôt	1 556	2 423	2 747
Impôts différés	0	210	0
Autres charges à payer	14 426	10 738	10 844
Dettes fiscales et sociales	15 982	13 371	13 591

17. AUTRES PASSIFS A COURT TERME

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 300	7 030	4 800
Dettes sur immobilisations	0	0	87
Actionnaires, versement sur augmentation de capital	0	0	390
Comptes créditeurs clients	79	0	465
Autres dettes	1	13	43
Autres passifs à court terme	3 380	7 043	5 785

18. CAPITAUX PROPRES

Le capital social de Catering International & Services est composé au 30 juin 2010 de 1 985 050 actions d'une valeur nominale de 0,80 euro.

Une augmentation de capital de 24 120 actions a été réalisée en janvier 2010 afin de constater les levées d'options de souscription d'actions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Au 30.06.2010, la société dispose en actions propres de 3 267 titres comptabilisés en déduction des capitaux propres pour 231 816 euros. Il est rappelé qu'au 31.12.2009, 3 501 titres valorisés à 229 502 euros étaient auto-détenus et comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Au cours de l'exercice, l'Assemblée Générale a décidé de procéder à une distribution de dividendes de 1 985 050 euros.

19. RISQUES ET ENGAGEMENTS

- Il n'existe pas d'engagements en matière de crédit-bail.
- Des litiges prud'homaux ont été provisionnés au cours de l'exercice à hauteur de 200 K€.
- Le montant des engagements donnés à la date du 30.06.2010 est de 14 894 K€.

20. ENGAGEMENTS RETRAITE

Ils font l'objet d'une provision inscrite au bilan consolidé d'un montant de 207 K€.

L'engagement est calculé conformément à la méthode préférentielle, d'après l'ancienneté acquise à la date de départ en retraite.

Cet engagement ne concerne que le personnel (siège et expatriés) en activité au sein de la société au 30 juin 2010.

21. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Organes de direction :	74 K€
■ dont salaire brut	60 K€
■ dont avantages en nature	4 K€
■ dont jetons de présence	10 K€
Autres membres du Conseil d'Administration	90 K€

22. DISPONIBILITES EN DEVISES

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

23. PERSONNEL

L'évolution des frais de personnel et des effectifs s'analyse comme suit (frais de personnel en milliers d'euros) :

	06-2010			2009		
	Nombre	Salaires et Charges Sociales	Coût Personnel Extérieur	Nombre	Salaires et Charges Sociales	Coût Personnel Extérieur
Personnel Siège	42	2 264	-	42	3 806	-
Personnel Expatrié	166	3 198	-	188	8 265	-
Personnel Local	7 438	21 730	-	7 408	35 771	-
Total Effectif CIS	7 646	27 192	-	7 638	47 842	-
Personnel Local Extérieur	171	-	1 054	357	-	1 508
Effectif géré par le Groupe	7 817	27 192	1 054	7 995	47 842	1 508

24. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-après :

Société	Méthode de consolidation	Pourcentage du Groupe	
		2010	2009
CIS	Société mère	100%	100%
ARCTIC CATERING SERVICES Ltd.	Intégration globale	100%	100%
CIS-EURASIA	Intégration globale	100%	100%
CIS UKRAINE	Intégration globale	100%	100%
CIS ASIE	Intégration globale	100%	100%
CIS CATERING OVERSEAS Ltd.	Intégration globale	100%	100%
MYANMAR CATERING SERVICES Ltd.	Intégration globale	85%	85%
CIS CAMEROUN	Intégration globale	100%	100%
CIS TCHAD	Intégration globale	100%	100%
CIS BOLIVIE	Intégration globale	99%	99%
CISM VENEZUELA	Intégration globale	100%	100%
CIS BRASIL	Intégration globale	100%	100%
CATERING NORTH AFRICA SERVICES	Intégration globale	100%	100%
NOOSHIN KISH	Intégration globale	100%	100%
CIS GEORGIE	Intégration globale	100%	100%
CIS SAKHALIN	Intégration globale	100%	100%
EASTERN CATERING SERVICES Ltd.	Intégration globale	-	100%
CISM MAURITANIE	Intégration globale	-	60%
CIS NOUVELLE-CALEDONIE	Intégration globale	80%	80%
CIS PERU	Intégration globale	100%	100%

Société	Méthode de consolidation	Pourcentage du Groupe	
		2010	2009
CIEPTAL	Intégration globale	100%	100%
CIS MADAGASCAR	Intégration globale	99%	99%
GUINEE ICS	Intégration globale	100%	100%
CISY YEMEN	Intégration globale	50%	50%
UKRAINE CATERING & SERVICES	Intégration globale	100%	100%
CIS ANGOLA	Intégration globale	60%	-
CAC MANGISTAU	Intégration globale	100%	-
CIS NIGER	Intégration globale	100%	-
CIS BURKINA FASO	Intégration globale	100%	-
CIS SIERRA LEONE	Intégration globale	100%	-

Rapport des Commissaires aux Comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CATERING INTERNATIONAL & SERVICES, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

SYREC

Luc CHAMOULEAU

MOUREN & ASSOCIES
Membre de GRANT THORNTON
René MOUREN

Responsable du Rapport Financier

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste qu' à ma connaissance, les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et des principales transactions entre parties liées, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Régis ARNOUX
Président du Conseil d'Administration